

**Arrêté inter-préfectoral définissant le programme d'actions volontaires
visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote
contribuant à la prolifération des algues vertes de la Lieue de Grève et
du Douron en application notamment de l'article L. 211-3 du code de
l'environnement et de l'article R. 114-1 du code rural
et de la pêche maritime**

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Le Préfet du Finistère

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Officier de la Légion d'Honneur

Vu la directive cadre sur l'eau (2000/60/CE) du 23 octobre 2000, et notamment l'article 7.3 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-3, L. 211-1 et R. 211-110 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L. 114-1 à L. 114-3, R. 114-1 à R. 114-10 ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant M. Philippe MAHE, préfet du Finistère ;

Vu le décret du 30 mars 2022 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu la disposition 10A-1 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté de la préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret, préfète coordonnatrice du bassin Loire-Bretagne du 18 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral régional du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée en Bretagne, dit arrêté GREN ;

Vu l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le rapport de la Cour des comptes relatif à l'évaluation de la politique publique de lutte contre la prolifération des algues vertes, publié le 2 juillet 2021 ;

Vu le projet de territoire de la Lieue de Grève et du Douron validé par **XX** le ;

Vu l'avis de la commission locale de l'Eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la baie de Lannion en date du ;

Vu l'avis de la CLE du SAGE Léon-Trégor en date du ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor en date du ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture du Finistère en date du ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des Côtes-d'Armor en date du ;

Vu l'avis du CODERST du Finistère en date du ;

Vu les observations recueillies lors de la participation du public réalisée du **XX** au **XX** 2022 ;

Considérant que les actions contractuelles mises en œuvre dans le cadre du plan de lutte contre la prolifération d'algues vertes n'ont pas encore permis d'atteindre le bon état des masses d'eau sur le paramètre des macroalgues sur la Lieue de Grève et du Douron ;

Considérant que les flux en nitrates dans les cours d'eau ayant leurs exutoires dans les baies sont encore trop importants et qu'il s'agit du seul paramètre limitant pour réduire le phénomène des marées vertes ;

Considérant les résultats des modèles TNT2 de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAe), Basses Fuites d'Azote (BFN) et Baisse des surfaces cultivées (BSC) ;

Considérant les objectifs de réduction a minima de moins trente pour cent de flux aux exutoires des baies algues vertes fixés par le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 en référence aux années 2010-2012 ;

Considérant que les objectifs du projet de territoire visant à atteindre des concentrations comprises entre 10 et 20 mg/l, équivalent à un flux d'azote annuel de 350 tonnes de N-NO3-NH4 en 2027 pour le Douron et la Lieue de Grève, sont cohérents avec les objectifs fixés par le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 et par les modélisations scientifiques du centre d'étude et de valorisation des algues (CEVA) ;

Considérant que l'évolution des concentrations en nitrates et les flux d'azote n'évoluent plus suffisamment pour atteindre les objectifs 2027 ;

Considérant qu'afin de réduire les risques de fuite d'azote d'origine agricole, il convient de mettre en œuvre un programme d'actions visant la limitation des risques de fuites d'azote sous les parcelles agricoles et d'améliorer l'efficacité dénitrificatrice de certaines surfaces à capacité épuratrice ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures des Côtes-d'Armor et du Finistère ;

ARRÊTENT :

Article 1 : Définition de la zone d'action et des exploitations agricoles et propriétaires concernés pour les baies de la Lieue de Grève et du Douron

Il est institué une zone d'action sur les masses d'eau déclassées par les marées vertes sur plage correspondant aux bassins versants algues vertes tels que définis dans le SDAGE et couvrant les bassins versants de la Lieue de Grève et du Douron (voir annexe 1).

Sur cette zone, les exploitations agricoles et propriétaires de foncier agricole sont invités à mettre volontairement en œuvre les mesures du programme d'actions défini à l'article 4, en application de l'article R. 114-6 du code rural et de la pêche maritime.

Le présent arrêté s'applique à tous les propriétaires et agriculteurs ayant leur siège ou au moins 3 hectares en baies algues vertes, désignés par la suite du présent arrêté comme « exploitations ».

Article 2 : Durée et évaluation

Le programme d'actions est mis en œuvre pour une durée de trois ans, à partir de la campagne culturale 2022-2023. L'évaluation finale est programmée à l'issue de 3 campagnes culturales complètes. Pour l'indicateur relatif à la couverture des sols, l'évaluation sera réalisée au 28 février 2026.

En cas de situations exceptionnelles d'ordre climatique, économique, sanitaire, le préfet peut temporairement suspendre l'application de cet arrêté ou éventuellement proroger celui-ci.

Article 3 : Objectifs généraux du programme d'actions

L'objectif du programme d'actions est de contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction des flux d'azote arrivant à la mer et donc à l'amélioration de la qualité de l'eau des cours d'eau principaux contributeurs de la baie par la réduction des risques de fuites d'azote d'origine agricole.

Cet objectif est recherché au travers de 4 axes d'actions :

- la réduction des fuites d'azote sous les parcelles agricoles par des mesures agronomiques ;
- l'amélioration de la couverture des sols ;
- l'amélioration de la gestion des cultures, et notamment des prairies ;
- la protection des zones humides et des cours d'eau visant à améliorer le pouvoir épuratoire des milieux.

Il est attendu que chaque exploitation s'engage sur tous les axes du programme d'actions le concernant. Le respect des objectifs du programme d'actions est évaluée de manière individuelle sur la base des critères figurant à l'annexe 2.

Plusieurs modalités permettent de juger du respect des engagements du programme d'actions lors de la campagne culturale 2024-2025 :

- si l'exploitation respecte les principaux indicateurs de résultats mentionnés dans l'article 4 ;

ou

- si l'exploitation s'est engagée (annexe 3) et a mis en œuvre une charte d'engagement individuel (CEI) définie à l'annexe 3bis ;

ou

- si l'exploitation s'est engagée et a atteint les objectifs dans les mesures de substitution pour tout ou partie des mesures, conformément à l'article 4.7.

Article 4 : Contenu du programme d'actions

Le programme d'actions comporte les mesures suivantes :

4.1 – Réduction des fuites d'azote sous les parcelles agricoles par une approche agronomique de précision

Afin de réduire les risques de fuites d'azote par lixiviation sous les parcelles agricoles et la surfertilisation azotée, les mesures visent un engagement des exploitations à :

- utiliser le référentiel agronomique développé en annexe 4 pour l'ensemble des surfaces a minima situées dans le périmètre d'action de la baie ;
- adhérer si nécessaire à un conseil agronomique agréé (cf. article 5) ;
- tout mettre en œuvre pour limiter le risque de fuites d'azote et tendre vers des valeurs de reliquats en moyenne par catégorie de culture (céréales+colza, maïs, prairies) inférieures à la médiane ou à la valeur cible de 50 unités (indicateur de performance global), correspondant aux reliquats post-absorption (RPA).

Parmi les leviers agronomiques mobilisables, l'agriculteur fera le choix de ceux qu'il mobilisera sur les 3 campagnes. Dans le référentiel agronomique (annexe 4), chaque levier a un niveau de performance vis-à-vis des risques de fuites d'azote sous les parcelles agricoles traduit en points.

En cas de non-atteinte en 2025 des niveaux de performance attendues ci-dessus, l'exploitation doit s'assurer de l'atteinte de l'indicateur de résultat de reliquats début drainage (RDD). Le reliquat début drainage moyen par catégorie de culture doit être inférieur au RDD attendu exprimé en kgN/ha. Ce niveau de RDD est défini sur la base des modélisations INRAe-CRAB et validé par l'État.

Mesures recommandées :

Afin de limiter les risques de fuite automnale, il est préconisé de :

- limiter la fertilisation au semis des dérobées et cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) à 30 unités d'azote efficace ;
- limiter la fertilisation au semis du colza à 50 unités d'azote efficace ;
- supprimer la fertilisation de type 1 avant céréales d'hiver ;
- supprimer les successions de cultures de maïs trois ans de suite sur une même parcelle.

4.2 – Maintien d'une quantité minimale de couverture végétale au cours des périodes pluvieuses

Afin de limiter au maximum les fuites d'azote sous les parcelles en périodes pluvieuses, les exploitations s'engagent à optimiser la couverture des sols sur la période du 15 juillet au 28 février.

En fin de phase volontaire, 80 % de la surface agricole utile (SAU) de l'exploitation hors prairies permanentes devront respecter un maximum de 25 jours de sol nu entre le 15 juillet et le 28 février.

Mesure recommandée :

Dès la campagne 2022-2023, les couverts végétaux mis en place avant une culture de maïs ne pourront pas être détruits avant le 1^{er} mars, sauf s'il y a nécessité de réaliser un épandage de fumier avec enfouissement à partir du 15 février.

4.3 – Gestion des prairies

4.3.1 – Gestion du pâturage pour les élevages laitiers

Les exploitations concernées sont celles dont la pression au pâturage (indicateur UGB.JPP/ha calculé selon la méthode définie dans les annexes 8-1 et 8-3 de l'arrêté préfectoral régional du 17 juillet 2017 dit arrêté GREN) au niveau du troupeau laitier et/ou du troupeau vaches laitières, est supérieure au seuil critique défini par le GREN.

Il leur est demandé de s'engager à mettre en œuvre un plan d'actions, défini si nécessaire avec un conseiller agréé dans le cadre d'un accompagnement technique à la gestion de l'herbe (dispositif encadré et financé au niveau régional).

Ce plan d'action veillera à :

- améliorer la gestion des pâtures à proximité de la salle de traite (supprimer les parcelles dites « parking » où la pression de pâturage est très élevée) ;
- adapter le temps de présence au pâturage et le temps en bâtiment selon la taille du cheptel (vaches en lactation, vaches tarées et génisses...) et la surface en prairie disponible, pour respecter le seuil critique en fin de phase volontaire.

Les exploitations devront donc s'assurer au plus tard pour la campagne culturale 2024-2025 du respect du seuil critique de l'indicateur UGB.JPP/ha/an pour le troupeau laitier et plus spécifiquement le troupeau de vaches laitières.

Pour rappel, la mise en œuvre du plan d'actions visant à respecter les seuils UGB.JPP/ha, décrits ci-dessus, s'accompagnera d'une évaluation des risques de fuite d'azote sous les parcelles en herbe par la réalisation de RDD, comme prévu à l'article 4.1 du présent arrêté.

4.3.2 – Gestion du pâturage pour les autres élevages d'herbivores

Durant la période hivernale allant du 1^{er} novembre au 31 mars et afin de limiter le risque de parcelles parking, le chargement doit être au plus égal à 1,6 UGB/ha de prairies utilisées durant cette période.

Mesure recommandée :

Les points d'affouragement au champ sont déplacés a minima tous les mois et placés au moins à 50 mètres du précédent.

4.3.3 – Mesures recommandées pour la gestion des prairies en fin de productivité

Pour limiter au maximum les fuites d'azote sous les parcelles après retournement des prairies de plus de cinq ans, les exploitations s'engagent à actionner un ou plusieurs des leviers suivants :

1. Mesures relatives au retournement de prairies principalement pâturées de plus de cinq ans

L'année précédant le retournement, les pratiques suivantes sont à mettre en œuvre :

- ne pas fertiliser à compter du 1^{er} juillet ;
- limiter la pression de pâturage (ou fauche exclusive) ;
- réaliser préférentiellement le retournement entre mi-février et fin mars, ou planter une betterave fourragère si le retournement a lieu après le 31 mars.

2. Mesures relatives au renouvellement de prairies pâturées de plus de trois ans

Pour renouveler une prairie de plus de trois ans, une dérobée est introduite entre les 2 prairies. Selon les conditions pédoclimatiques, la prairie est :

- détruite au printemps avec implantation d'une dérobée qui sera détruite en fin d'été, début d'automne pour implantation de la nouvelle prairie ;
- détruite en été avec implantation d'une dérobée de type Ray-grass d'Italie et colza fourrager qui sera détruite au printemps suivant pour implantation de la nouvelle prairie.

4.4 – Protection des zones humides et des cours d'eau

4.4.1 – Mesures visant à améliorer la capacité épuratoire des parcelles adjacentes au cours d'eau

Les exploitations s'engagent à réduire les transferts de polluants (notamment nitrates) en fonction des voies de circulation de l'eau identifiées sur les parcelles cultivées (hors prairies) qui sont adjacentes au cours d'eau (situées en partie ou totalité à moins de 50 mètres).

Les aménagements attendus sont les suivants :

- implantation de haies avec talus et/ou de bandes enherbées pour obtenir une ceinture de bas-fonds efficace dans le tamponnement des flux selon les conditions suivantes :

		Amplitude de la pente	
		< 5 %	> 5 %
Longueur de pente	Moins de 50 mètres	Bandes enherbées de 10 mètres	Bandes enherbées de 10 mètres
	50 – 150 mètres	Bandes enherbées de 10 mètres	Bandes enherbées de 20 mètres ou talus parallèle au cours d'eau
	Plus de 150 mètres	Bandes enherbées de 20 mètres ou talus parallèle au cours d'eau	Bandes enherbées de 30 mètres ou talus parallèle au cours d'eau et à moins de 150 mètres du cours d'eau

OU

- diagnostic permettant d'identifier le type et la localisation des aménagements judicieux pour favoriser le pouvoir épurateur du milieu avant le 31 mai 2024 et réalisation des aménagements préconisés avant le 31 décembre 2025.

Les parcelles concernées par ces aménagements pourront faire l'objet d'un ciblage sur les secteurs prioritaires qui seront définis en concertation avec les collectivités et l'État.

Mesure recommandée :

La protection des fossés circulants et des zones de mouillères est recommandée. Ces surfaces pourront être déclarées au titre des surfaces d'intérêt écologique (SIE) ou de l'éco-régime dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune (PAC).

4.4.2 – Mesures agronomiques et gestion des cultures en zones humides

Dans les zones humides inventoriées (inventaires en vigueur) à la date du 1^{er} janvier 2022, la mesure vise à convertir les zones humides cultivées en prairie ou en arboriculture et/ou à maintenir les surfaces déjà en herbe ou en arboriculture en référence à la déclaration PAC de 2021.

L'objectif de remise ou maintien en prairies ou en arboriculture de ces zones humides est fixée à l'horizon de fin 2025 à 100 % des surfaces.

Chaque exploitation disposera dès 2022 de l'inventaire des zones humides sur son exploitation.

Ces cartes sont également disponibles sur http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=Reseau_hydrographique&service=DDTM_29 pour les zones humides du Finistère et [adresse du site] pour les zones humides des Côtes-d'Armor ou auprès des structures coordonnatrices du contrat de territoire.

Dès la campagne culturale 2023-2024, chaque exploitation recherche à atteindre a minima 80 % de son objectif.

Mesure recommandée :

Sur l'ensemble des surfaces en zones humides, l'apport en azote efficace est limité à 50 unités et doit être mis en œuvre dès la campagne culturale 2022-2023. Pour les surfaces en prairies, ce total s'entend hors déjections au pâturage.

4.4.3 – Recommandation pour la gestion des bandes tampons

Toutes les surfaces de bande tampon le long des cours d'eau font l'objet a minima annuellement d'une fauche avec exportation, sauf si celles-ci sont exploitées par pâturage.

4.4.4 - Recommandation sur les zones humides et dans un périmètre de 50 mètres de part et d'autre du cours d'eau

Le stockage au champ de fumier et l'affouragement additionnel au champ entre le 1^{er} octobre et le 31 mars sont à proscrire.

4.5 – Cultures maraîchères et légumes de plein champ

Cultures maraîchères et légumes de plein champ

Dès lors que l'interculture dépasse 75 jours, un couvert végétal est mis en œuvre et maintenu a minima 70 jours et ce dès que la surface récoltée représente plus de 30 % de la surface totale de la parcelle.

Recommandation :

L'exploitation réalise entre deux cultures légumières des reliquats post absorption sur ces principales cultures légumières. A défaut, les niveaux de reliquats publiés par le SYNTEC sont pris en compte pour ajuster le niveau de fertilisation des cultures à mettre en place.

Cultures sous serres

Les exploitations s'assurent de l'absence de rejets de leur système de fertilisation. Il est réalisé si nécessaire avec l'appui d'un organisme tiers un diagnostic permettant d'appréhender et d'optimiser la gestion des eaux finales de drainage.

Gestion des déchets issus des cultures sous serres ou de légumes

L'ensemble des déchets végétaux issus de ces activités doit faire l'objet d'une gestion optimisée afin d'éviter tout risque d'écoulement au milieu naturel.

Mesures recommandées :

Le dépôt et l'entreposage (même provisoire) de produits bruts (fanés, tomates...) sur des surfaces non aménagées spécifiquement sont à proscrire.

Des surfaces adaptées de type plate-forme imperméabilisée avec récupération des jus sont mises en œuvre. A défaut, ces déchets mélangés avec des structurants peuvent être compostés au champ avec un recouvrement du tas par des matériaux riches en carbone et très pauvres en azote (pailles, copeaux, fibre de cocos...).

4.6 – Principaux leviers techniques mobilisables

L'annexe 5 présente différents leviers mobilisables non exhaustifs pour répondre aux objectifs de cet article.

4.7 – Mesures de substitution ou d'équivalence

Une exploitation qui s'engage dans les dispositifs financiers ci-dessous et pour lesquels aucune anomalie dans la mise en œuvre des engagements n'est constatée dans les trois ans est considéré comme respectant a minima les mesures du présent arrêté selon la grille suivante :

	4.1 – Réduction des fuites d'azote par l'agronomie	4.2 - Couverture végétale	4.3 - Gestion des prairies	4.4 - Protection des zones humides et des cours d'eau	4.5– Cultures maraîchères et légumes de plein champ
MAEC Algues vertes	X	X	X (hors UGB JPP)	X (hors objectif ZH)	X
MAEC Herbivores	X	X	X (hors UGB JPP)	X (hors objectif ZH)	
MAEC Biodiversité (création de prairies et maintien de milieux humides)				X (si engagement sur toutes les surfaces concernées)	
Boucle vertueuse	?	?	?	?	?

D'autres dispositifs pourront être envisagés en substitution, un arrêté complémentaire précisera le cahier des charges et les niveaux d'engagement dans les mesures.

Pour la boucle vertueuse, le nombre de points par mesure doit être atteint sur la campagne 2024- 2025.

Un suivi annuel des indicateurs de ces mesures est réalisé par le porteur du dispositif puis remonté aux services de l'État afin de s'assurer que l'engagement est bien assuré.

Article 5 : Accompagnement des mesures

Coordination :

Pour accompagner les exploitations dans la mise en œuvre de cet arrêté, l'État, les maîtres d'ouvrage du contrat territorial de la Lieue de Grève et du Douron en collaboration avec les autres acteurs des baies (Chambre d'agriculture, organismes de conseils agricoles, coopératives et négoce privés...) mettent en œuvre une organisation d'appuis techniques, comprenant notamment :

- un comité opérationnel qui coordonne l'ensemble du plan d'actions et notamment les conseils mobilisables ;
- un pôle de référence agronomique coanimé par la Chambre d'agriculture et l'État qui :
 - analyse annuellement les conditions pédoclimatiques, les reliquats obtenus, les résultats techniques des mesures mises en œuvre ;
 - établit et diffuse les meilleures références techniques locales à utiliser pour améliorer la gestion des risques de fuite d'azote.

Le comité opérationnel et le pôle agronomique rapportent leurs analyses et résultats au Comité de baie, instance plénière coanimé par l'État et les maîtres d'ouvrage du contrat territorial de la Lieue de Grève et du Douron, associant les acteurs du territoire.

Un bilan des engagements au 31 décembre de chaque année sera réalisé par le Comité opérationnel de baie et devra permettre de vérifier le niveau de la mise en œuvre des mesures. En fonction de ce bilan, les préfets des départements des Côtes-d'Armor et du Finistère relanceront les exploitations ne s'étant pas encore engagées dans une des voies définies à l'article 3.

Mesures de suivi :

Plus spécifiquement, pour la mise en œuvre des actions définies dans l'article 4.1, l'État met en œuvre :

- un suivi des reliquats d'azote (RPA, reliquats post-récolte (RPR) ou RDD) sur un ensemble de parcelles de la zone d'action. La priorité est donnée en année 1 sur les exploitations dont l'administration a connaissance de reliquats d'azote élevés, de contrôles non conformes ou d'indicateurs de risque (pression d'azote élevée, augmentation du cheptel, surface importante en baie algues vertes) ;
- un protocole de mise en œuvre des analyses d'azote potentiellement minéralisable par exploitation et par sous bassin versant.

Les reliquats et les indicateurs agronomiques (rendement, reliquats sortie hiver, notamment) font l'objet d'un suivi par le pôle de référence agronomique de la zone d'action.

Mesures d'accompagnement :

Certaines mesures prévues à l'article 4 peuvent générer des coûts supplémentaires ou des manques à gagner pour les exploitations qui s'engagent volontairement ainsi que des évolutions dans leurs pratiques. Ces mesures bénéficient donc d'accompagnements, de financements directs ou de la possibilité de recourir à des dispositifs d'aide indirecte.

La MAEC « Algues vertes » a vocation à prendre en charge les surcoûts et manques à gagner sur l'ensemble des mesures du programme d'action volontaire.

La MAEC « Elevage d'herbivores » est adaptée pour répondre à l'engagement attendu pour les systèmes herbagers du bassin versant algues vertes, car il s'agit de promouvoir plus d'herbe et des systèmes herbagers extensifs, et prend en charge les surcoûts et manques à gagner pour ces systèmes.

Concernant les mesures relatives à la fertilisation :

- le dispositif régional d'accompagnement individuel dans les baies algues vertes prend en charge le conseil agronomique par des organismes agréés par la direction régionale de l'agriculture de l'alimentation et de la forêt (DRAAF) 6 à 12 jours maximum sur trois ans) et les analyses complémentaires (de sol, d'effluents, d'azote potentiellement minéralisable, de reliquats...);
- des aides à l'investissement en matériel peuvent être sollicitées via le dispositif d'aide spécifique au plan de lutte algues vertes ou par le plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCAFA) - site Internet : <https://europe.bzh/aides/fiches/modernisation-des-exploitations-agricoles-investissements/>

Concernant la couverture des sols :

- les exploitations peuvent recourir au dispositif des chantiers collectifs pour la réalisation par des entreprises de travaux agricoles (ETA) et des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) de prestations de semis précoces et de semis sous couverts ;
- un accompagnement technique de la gestion de l'interculture automnale peut être sollicité, pris en charge par le dispositif régional d'accompagnement.

Concernant la gestion de l'herbe :

- un accompagnement technique de la gestion de l'herbe peut être sollicité, pris en charge par le dispositif régional d'accompagnement ;
- un appel à projet régional annuel en baies algues vertes prévoit des aides pour des investissements structurants qui permettent une diminution des fuites d'azote et de la pression d'azote à l'hectare : séchage en grange, chemins d'accès au pâturage, boviducs ;
- pour les besoins en foncier pour les exploitations qui ont nécessité d'augmenter les surfaces accessibles aux vaches, le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) donne une priorité d'accès au foncier pour les exploitations devant répondre aux préconisations de l'article 4.3.1 du présent arrêté.

Concernant la renaturation de l'espace :

- la MAEC « Biodiversité - création de prairie » peut compenser la remise en herbe des terres arables cultivées ou la création de bandes enherbées ;
- la MAEC « Biodiversité – Préservation des milieux humides » est mobilisable pour la gestion des parcelles en herbe en zones humides ;

- le programme Breizh Bocage porté par la collectivité concernée peut être sollicité pour les aménagements des ceintures de bas-fond ainsi que le programme Bocage du Conseil départemental du Finistère ;
- pour les besoins en foncier pour les exploitations impactées par la remise en herbe de surfaces cultivées en zones humide, le SDREA donne une priorité d'accès au foncier pour les exploitations devant répondre aux préconisations de l'article 4.4.2 du présent arrêté.

Si l'exploitation s'engage dans un conseil, la collectivité met à disposition selon la disponibilité de la donnée un atlas cartographique et les données nécessaires au diagnostic de l'exploitation, en lien avec les services de l'État.

Ces conseils seront fédérés et suivis par le Comité opérationnel commun des deux baies.

Article 6 : Impacts techniques et financiers

L'annexe 6 précise l'évaluation des impacts pouvant être attendus par le programme.

Article 7 : Passage aux mesures obligatoires

Il sera fait application de l'article R. 114-8 du code rural et de la pêche maritime aux échéances fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Une analyse de l'atteinte des objectifs individuels prévus à l'article 3 sera réalisée après 3 campagnes de mises en œuvre du programme d'actions. Cette analyse a vocation à déterminer les exploitations qui seront soumises à la mise en œuvre de mesures réglementaires pour les mesures dont les objectifs n'ont pas été atteints.

Les mesures qui deviendront réglementaires seront spécifiées dans les arrêtés individuels en fonction de l'écart à l'objectif pour la mesure considérée. Elles seront arrêtées parmi les mesures prévues à l'article 4.

Article 8 : Publication de l'arrêté

Ce programme d'actions est applicable le jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et des Côtes-d'Armor sans préjudice des autres textes réglementaires existants.

Article 9 : Protection des données individuelles

Les données individuelles pour le suivi de la mise en œuvre de la charte d'engagement individuel sont transmises par l'exploitation aux services de l'État.

Elles pourront être mises à disposition des collectivités et des organismes de conseil après accord des exploitations.

Conformément aux articles L. 311-1 et suivants du code des relations publiques entre l'administration et le public et aux articles L. 124-1 à L. 124-8 du code de l'environnement, des synthèses par territoire seront réalisées dans le cadre des bilans annuels de la mise en œuvre du programme d'actions.

Article 10 : Droits et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures des Côtes-d'Armor et du Finistère et mis à disposition sur les sites internet des services de l'État en Côtes-d'Armor et Finistère.

Article 11 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de RENNES, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de la présente décision.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérecours citoyens" accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 12 : Exécution et notifications

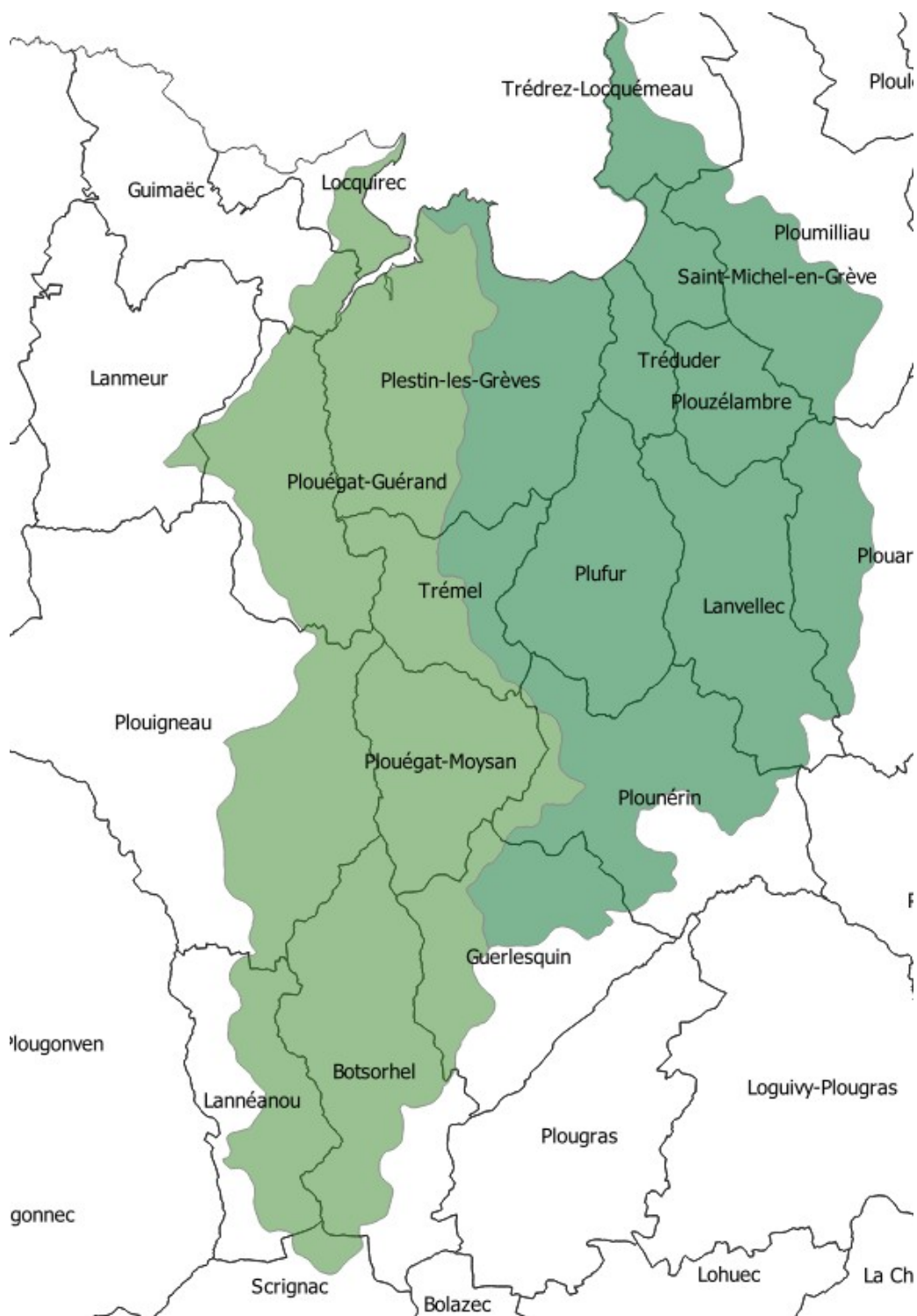
Les secrétaires généraux des préfectures des Côtes-d'Armor et du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor par intérim, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, les directeurs départementaux de la protection des populations des Côtes-d'Armor et du Finistère, les directeurs des délégations départementales des Côtes-d'Armor et du Finistère de l'Agence régionale de santé, les chefs des services départementaux des Côtes-d'Armor et du Finistère de l'Office français de la biodiversité, les commandants de groupements départementaux de Gendarmerie nationale des Côtes-d'Armor et du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures des Côtes-d'Armor et du Finistère.

Saint-Brieuc, le

Quimper, le

Annexe 1 de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes de la baie de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

Zone d'action de la baie de la Lieue de Grève et du Douron



Annexe 2 de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes de la baie de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

Schéma de l'évaluation des mesures de l'article 4

Thématique	Indicateurs de performance / de résultats	Évaluation			Bilan	
AGRONOMIE	Reliquats post-absorption	< médiane	_____			Atteint
		> médiane	Engagement dans la CEI	Niveau d'engagement atteint	_____	Atteint
			Engagement dans une mesure de substitution	Niveau d'engagement non atteint	< RDD attendu > RDD attendu	Atteint Non atteint
			Non engagé		< RDD attendu > RDD attendu	Atteint Non atteint
COUVERTURE DES SOLS	<p>Hors légume : 80 % des parcelles hors prairies permanentes a moins de 25 jours de sols nus dans la période à risque (15 juillet – 28 février)</p> <p>Légume : dès lors que l'inter-culture dépasse 75 jours, un couvert végétal est maintenu à minima 70 jours</p>	Atteint	_____			Atteint
		Non atteint	Engagement dans une mesure de substitution	Niveau d'engagement atteint	_____	Atteint
				Niveau d'engagement non atteint	_____	Non atteint

GESTION DES PRAIRIES : élevage laitier	Respect du seuil critique de l'indicateur UGB.JPP pour le troupeau de vaches laitières et pour le troupeau laitier	< = attendu	Evaluation du RDD au regard du RDD attendu	< = attendu	Engagement dans une mesure de substitution	Atteint	
		> attendu		> attendu		Atteint Non atteint Non atteint	
GESTION DES PRAIRIES pour autres élevages herbivores	Chargement < à 1,6 UGB du 1 ^{er} nov au 31 mars	< = attendu				Atteint	
		> attendu				Non atteint	
GESTION DES ZH et des parcelles proches des cours d'eau	% de remise en culture pérenne des surfaces en zones humides	% atteint				Atteint	
		% non atteint				Non atteint	
	Réalisation des aménagements sur les parcelles adjacentes au cours d'eau	Réalisé					Atteint
		Non réalisé	Engagement dans une mesure de substitution				Atteint
	Non engagé					Non atteint	
GESTION DES CULTURES	Absence de rejet dans le milieu naturel	Absence de rejet				Atteint	

**MARAICHES
ET LEGUMES de
plein champ**

Présence de rejet



Non atteint

Annexe 3 de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes de la baie de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL
d'évolution des pratiques agricoles sur les parcelles situées dans
le bassin versant algues vertes des baies de la Lieue de Grève et du
Douron**

Entre d'une part :

L'exploitation agricole :

Située :

N° PACAGE.....N° SIRET :

D'autre part :

**Pour les structures maîtres d'ouvrage du contrat territorial du bassin versant des
baies de la Lieue de Grève et du Douron, les présidents**

et

Pour le préfet, le représentant de la DDTM :

A - Contexte et enjeux

Les territoires des baies de la Lieue de Grève et du Douron sont engagés dans un objectif de lutte contre les algues vertes sur la période 2022-2027.

Le programme d'actions défini dans l'arrêté ZSCE des baies de la Lieue de Grève et du Douron prévoit d'agir sur différents axes que chaque exploitant se doit de mettre en œuvre.

Ce programme d'action mis en œuvre par chaque exploitant doit permettre, pour les parcelles situées en baie algues vertes :

- d'ajuster au mieux la fertilisation et les rotations culturales ;
- d'améliorer l'efficacité du couvert hivernal des parcelles ;
- d'améliorer la gestion des prairies ;

- d'améliorer les capacités épuratoires de certaines parcelles captant une partie des fuites d'azote résiduelles.

B - Adhésion au plan d'action:

L'atteinte et la réussite du plan d'action sont liées à l'adhésion de tous les exploitants agricoles ayant des parcelles sur le bassin versant des baies de la Lieue de Grève et du Douron.

Chaque exploitation au travers de la mise en œuvre d'un plan d'action individuel contribue à l'atteinte des objectifs de réduction de flux d'azote à l'exutoire de la Baie.

L'adhésion au programme d'action peut se faire à partir de différents engagements dont :

- l'engagement dans des mesures dites de substitution :
 - MAEc ;
 - boucle vertueuse ;
 -
- l'engagement dans une charte individuelle dont le plan d'action est à construire.

Article 1 : Objet

La présente demande traduit la volonté de l'exploitation agricole à construire un plan d'action répondant aux objectifs de la ZSCE.

Article 2 : Engagement de l'exploitant

Je m'engage à :

- élaborer un plan d'action spécifique, sur la base du programme d'actions de l'arrêté ZSCE des baies de la Lieue de Grève et du Douron et à le transmettre dans les 6 mois suivant le dépôt de cette demande d'accompagnement.

Dans l'attente de l'élaboration de mon plan d'action je m'engage dès la campagne culturale 2022-2023 à :

- réaliser mon Plan Prévisionnel de Fumure selon la méthodologie préconisée dans le programme d'action, et à l'appliquer strictement dans mes pratiques de fertilisation ;
- maîtriser autant que possible la pression azotée sur l'ensemble de mes parcelles en baie algues vertes :
 - mieux répartir la pression azotée sur les surfaces ;
 - améliorer la couverture de mes sols ;
 - faire évoluer mon assolement et mes rotations sur les parcelles ;
 - améliorer la gestion de mes prairies ;
 - améliorer la gestion des espaces définis comme stratégiques : bandes tampons, zones humides.
- commencer à mettre en œuvre les mesures de protection des zones humides et cours d'eau.

J'autorise la transmission annuelle des informations nécessaires à l'établissement des indicateurs de suivi (déclaration PAC, déclaration de flux, reliquats) aux structures en charge des conseils et la transmission d'une synthèse de ces indicateurs.

Article 3 : Accompagnements sollicités pour la mise en œuvre de mon plan d'action

Afin de mettre en œuvre un plan d'action cohérent et d'étudier la possibilité d'engagements complémentaires, je sollicite :

- la prise en charge d'un accompagnement technique sur les thématiques suivantes :

Type d'accompagnement	Structures d'accompagnement sollicités
optimisation de la fertilisation à la parcelle	
optimisation du système et évolutions foncières	
gestion des couverts et des rotations	
gestion des espaces stratégiques	
gestion des prairies	

J'envisage plus spécifiquement un accompagnement financier au travers de :

- la souscription des mesures agro-environnementales suivantes :
- un engagement dans la boucle vertueuse
- une aide aux investissements pour :
 - l'acquisition de matériels :
 - les aménagements de :
 - la construction de :
- une aide dans le cadre des chantiers collectifs

Dans tous les cas, ces différentes demandes devront être précisées dans le cadre de l'accompagnement demandé et après validation du plan d'action.

Article 4 : Engagement de la coordination et des financeurs

La coordination et les financeurs s'engagent à mettre en œuvre dans la mesure ou le plan d'action élaboré répondra aux objectifs définis dans l'arrêté ZSCE :

- des moyens d'accompagnement techniques et financiers afin que l'exploitant puisse faire évoluer son exploitation :
 - appui technique (individuel et collectif) : optimisation du système cultural, gestion des rotations et cultures pour une couverture optimale des sols,

rotations, gestion des prairies, conduite du pâturage, récolte et stockage des fourrages, alimentation du troupeau... ;

- la cartographie des espaces stratégiques (zones humides effectives, zones inondables et espaces drainés) :
- aides à l'investissement (matériels de récolte, séchage en grange, porcs sur paille, gestion des effluents au-delà des exigences réglementaires, résorption,...) et à l'aménagement parcellaire (bocage, cheminement...) ;
- aides agro-environnementales ;
- boucle vertueuse ;
- mise en place d'une stratégie foncière pour permettre une optimisation ou une évolution des systèmes d'exploitation.

Article 5 : Confidentialité des données collectées

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la mise en œuvre de cette demande d'accompagnement puis de l'éventuel plan d'action sont confidentielles. La coordination et les partenaires financiers s'engagent à garantir leur confidentialité. La coordination s'engage à les utiliser dans le strict cadre du mandat qui lui est donné par les partenaires financiers pour le suivi, la coordination et l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action.

Fait à Le.....

L'exploitant ou l'ensemble des associés en cas de forme sociétaire

Vu le : Signature

Pour les structures porteuses maîtres d'ouvrage du contrat territorial du bassin versant des baies de la Lieue de Grève et du Douron, les présidents

Signature

et

Pour le préfet, le représentant de la DDTM

Observations éventuelles sur les demandes

Transmis le :

Annexe 3bis de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes de la baie de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

CHARTRE D'ENGAGEMENT INDIVIDUEL d'évolution des pratiques agricoles sur les parcelles situées dans le bassin versant algues vertes des baies de la Lieue de Grève et du Douron

Entre d'une part :

L'exploitation agricole :

Située :

N° PACAGE.....N° SIRET :

Représentée par

D'autre part :

Pour la préfecture, le représentant de la DDTM

A - Contexte et enjeux

Les territoires des baies de la Lieue de Grève et du Douron sont engagés dans un objectif de lutte contre les algues vertes sur la période 2022-2027.

Le programme d'actions défini dans l'arrêté ZSCE des baies de la Lieue de Grève et du Douron prévoit d'agir sur différents axes que chaque exploitant se doit de mettre en œuvre.

La présente chartre d'engagement individuel traduit les engagements de l'exploitation à respecter au plus tard sur la campagne culturale 2024-2025 le programme d'actions défini dans l'arrêté ZSCE des baies de la Lieue de Grève et du Douron.

Elle précise également les différents accompagnements techniques mis à disposition que l'exploitation désire mobiliser afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du territoire.

B – Bases du plan d'action

Afin de réduire les flux d'azote d'origine agricole à l'exutoire du bassin versant, il convient de mettre en œuvre un plan d'action visant la limitation des risques de fuites d'azote sous les parcelles agricoles et d'améliorer l'efficacité dénitrificatrice de certaines surfaces

Le plan d'action mis en œuvre par chaque exploitant doit permettre, pour les parcelles situées en baie algues vertes :

- d'ajuster au mieux la fertilisation et les rotations culturales ;
- d'améliorer l'efficacité du couvert hivernal des parcelles ;
- d'améliorer la gestion des prairies ;
- d'améliorer les capacités épuratoires de certaines parcelles captant une partie des fuites d'azote résiduelles.

C - Adhésion au plan d'action:

L'atteinte et la réussite du plan d'action sont liées à l'adhésion de tous les exploitants agricoles ayant des parcelles sur le bassin versant des baies de la Lieue de Grève et du Douron.

Chaque exploitation au travers de la mise en œuvre d'un plan d'action individuel contribue à l'atteinte des objectifs de réduction de flux d'azote à l'exutoire de la baie.

L'adhésion au plan d'action peut se faire à partir de différents engagements dont :

- l'engagement dans des mesures dites de substitution :
 - MAEc ;
 - PSE ;
- l'engagement dans le plan d'action à construire annexée à cette charte.

Article 1 : Objet

La présente charte traduit l'engagement individuel de l'exploitation agricole dans un plan d'action visant à respecter le programme d'action de l'arrêté.

Article 2 : Engagement de l'exploitation

Je m'engage à :

- mettre en œuvre le plan d'action spécifique tel que définit en annexe 1, sur la base du programme d'actions de l'arrêté ZSCE des baies de la Lieue de Grève et du Douron ;
- souscrire en substitution du plan d'action cité ci-avant :
 - une MAEc (préciser)
 -
 -
 - Boucle vertueuse (préciser le nombre de points par mesure)

.....

Suivi de la mise en œuvre :

J'autorise la transmission annuelle des informations nécessaires à l'établissement des indicateurs de suivi (déclaration PAC, déclaration de Flux d'azote, reliquats) à la structure désignée coordonnatrice de la mise en œuvre du plan d'action (réfèrent agricole) et la transmission d'une synthèse de ces indicateurs.

Je m'engage à transmettre chaque année les éléments nécessaires à la mesure des engagements choisis sur mon exploitation à l'État et à la structure désignée coordonnatrice de la mise en œuvre du plan d'action.

Article 3 : Accompagnements sollicités pour la mise en œuvre de mon plan d'action

Compléter si nécessaire le document : « formulaire de demande d'accompagnement » en le mettant à jour si une demande a déjà été faite.

Article 4 : Engagement de la coordination et des financeurs

La coordination et les financeurs s'engagent à mettre en œuvre dans la mesure ou le plan d'action répond aux objectifs définis dans l'arrêté ZSCE :

- des moyens d'accompagnement techniques et financiers afin que l'agriculteur puisse faire évoluer son exploitation :
 - appuis techniques (individuel et collectif) au diagnostic et à la mise en œuvre du plan d'action : optimisation du système cultural, gestion des rotations et cultures pour une couverture optimale des sols, rotations, gestion des prairies, conduite du pâturage, récolte et stockage des fourrages, alimentation du troupeau... ;
 - la mise à disposition de la cartographie des espaces stratégiques (zones humides effectives, zones inondables et espaces drainés).
- aides à l'investissement (matériels de récolte, séchage en grange, porcs sur paille, gestion des effluents au-delà des exigences réglementaires, résorption...) et à l'aménagement parcellaire (bocage, cheminement...) ;
- aides agro-environnementales ;
- boucle vertueuse ;
- mise en place d'une stratégie foncière pour permettre une optimisation ou une évolution des systèmes d'exploitation.

Article 5 : Durée de la charte

La présente charte engage les différentes parties à la mise en place des mesures définies ci-dessus, pour une durée de 3 ans à compter de la campagne culturale 2022-2023.

Suivi de la mise en œuvre et bilan

Les indicateurs utilisés pour le suivi seront renseignés au plus tard fin 2025 pour la campagne 2024-2025 (ou mars 2026 pour l'indicateur « couverture des sols ») et si possible annuellement dans la plupart des cas afin de suivre la mise en œuvre des évolutions prévues jusqu'en 2025.

La charte individuelle peut être évolutive. Elle pourra être amendée au cours du temps, notamment suite aux accompagnements permettant à l'exploitant de préciser ses marges de manœuvre ou de lever des freins à l'évolution de son exploitation.

Article 6 : Confidentialité des données collectées

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan d'action sont confidentielles. La coordination et les partenaires financiers s'engagent à garantir leur confidentialité. La coordination s'engage à les utiliser dans le strict cadre du mandat qui lui est donné par les partenaires financiers pour le suivi, la coordination et l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action.

Fait à Le.....

L'exploitant ou tous les associés en cas de forme sociétaire

Observations de la DDTM concernée :

PLAN d'ACTION, répondant aux objectifs de l'arrêté ZSCE
(Fichier disponible en version informatisée)

NOM de l'exploitation :

Représentée par :

Adresse :

Code postal/COMMUNE :

Mail ; **Tél :**

N° PACAGE : **N° SIRET :**

Description de l'exploitation :

Productions végétales :

SAU Totale : SAU en Baie Algues vertes :

SAU Céréales : SAU Maïs : SAU Herbe :

SAU Légumes : SAU autres :

Productions animales : (Référence 2021-2022)

N total bovins :

N total porcs :

N total volailles ;

Pression / DFA

Année	Pression totale en N / ha de SAU	Pression organique d'origine animale / en N / ha de SAU	Pression minérale et autres en N / ha de SAU
2019-2020			
2020-2021			
2021-2022			

LEVIERS AGRONOMIQUES

Niveau de Reliquats 2022 de l'exploitation:

Cultures	Reliquats observés							Reliquat médian de référence	Observations
- Céréales									
- Maïs									
- Prairies									

Engagement : à détailler si niveau 1 ou 2 coché,

Niveau 0 (< médiane) :

Niveau 1 (entre médiane et 150 % de la médiane) :

Niveau 2 (> 150 % médiane) :

COUVERTURE DES SOLS

- Situation actuelle du pourcentage de parcelles ayant plus de 25 de jours de sols nus sur la période 15 juillet-28 février : %

- Evolution programmée :

- 15 juillet 2023-28 février 2024 :
- 15 juillet 2024-28 février 2025 :
- 15 juillet 2025-28 février 2026 :

Solutions mises en œuvre prioritairement pour atteindre les objectifs de 25 jours de sols nus sur les parcelles hors prairies permanentes

Type de solutions	Surfaces concernées	Difficultés de mise en œuvre	Accompagnement spécifique sollicité

GESTION DES PRAIRIES

Troupeau laitier : Concerné : Non Concerné :

- Situation actuelle :

	Seuil UGB JPP actuel	Seuil critique	Observations
Sur troupeau VL			
Sur reste du troupeau			

Solutions mises en œuvre prioritairement pour atteindre les objectifs UGB JPP
(à compléter si nécessaire par un document annexe plus détaillé)

Type de solutions	Difficultés de mise en œuvre	Accompagnement spécifique sollicité

Autres herbivores : Type : Concerné : Non Concerné :

- Situation actuelle : Seuil UGB hivernal actuel :

Solutions mises en œuvre prioritairement pour atteindre l'objectif d'un chargement de moins de 1,6 UGB
(à compléter si nécessaire par un document annexe plus détaillé)

Type de solutions	Difficultés de mise en œuvre	Accompagnement spécifique sollicité

REMISE EN CULTURE PERENNES DES ZONES HUMIDES

Situation de l'exploitation / objectif fixé dans l'arrêté (100 % de remise en culture pérenne) :

	Actuelle	Fin 2023	Fin 2024	Fin 2025
Total SAU de l'exploitation				
Total ZH en Baies Algues vertes				
Surface déjà en herbe				
Surfaces cultivées				

Ilots et parcelles concernés par une remise en culture pérenne :

ILOTS/ PARCELLES (N° PAC)	Surface concernée	Culture 2022	Culture 2023	Culture 2024	Culture 2025

Difficultés de mise en œuvre et accompagnement spécifique sollicité :

PROTECTION DES COURS D'EAU

(parcelles adjacentes au cours d'eau)

Ilots et parcelles concernés et choix des modalités de préservation

ILOTS/ PARCELLES (N° PAC)	Surface concernée	% pente	Longueur de pente	Modalités T ou B	Année mise en œuvre

- T = diagnostic de type Territ'eau avant juin 2024 et réalisation des aménagements préconisés avant fin 2025
- B = implantation de haies avec talus et/ou de bandes enherbées pour obtenir une ceinture de bas fonds efficace dans le tamponnement des flux selon les conditions suivantes.

Difficultés de mise en œuvre et accompagnement spécifique sollicité :

Fait à Le.....

L'exploitant ou tous les associés en cas de forme sociétaire

Observations de la DDTM concernée :

Annexe 4 de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes des baies de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

Référentiel agronomique

1 – Préambule :

Le référentiel agronomique mis en œuvre dans le cadre du plan algues vertes vise à mieux appréhender :

- l'ensemble des postes permettant de déterminer la dose d'azote à la culture (plan prévisionnel de fumure) ;
- les pratiques de fertilisation qui doivent correspondre à une optimisation des doses apportées à la bonne date afin d'éviter les risques de sur-fertilisation ;
- le risque à la fois de surfertilisation et de lixiviation d'azote, par la réalisation de reliquats restant soit en fin de culture soit avant la reprise du drainage automnal.

Le cadrage proposé ici, prescrit à minima un certains nombres de postes de l'équation de l'équilibre de la fertilisation à bien étudier et le niveau de performance attendu.

2 - Indicateurs de performances

Dans tous les cas, il est attendu pour la campagne culturale 2024-2025 le respect d'une performance globale égale à 16 points.

3 – Rappel des mesures « Socles »

- pas d'apport de type 1 avant semis de céréales ;
- limitation 30 unités au semis des dérobées ou des CIVE ;
- limitation à 50 unités au semis du colza ;
- pas de rotation maïs-maïs-maïs, à compter de la campagne 2021.

4 – Mesures à mettre en œuvre à minima selon les résultats de RPA

Dans le cas où l'exploitation dispose de reliquat pour une culture donnée et selon l'écart à la médiane des reliquats réalisés, il est demandé à chaque exploitation de s'engager dans un niveau de performance technique, qui doit permettre dans tous les cas d'obtenir un score de 16 points.

Ainsi si le reliquat est inférieur à la médiane ou une valeur de 50 unités, l'exploitant dispose de fait de 16 points et peut faire le choix de ne pas engager spécifiquement de plan d'action sur cette partie agronomique.

Dès que pour une culture donnée les reliquats observés sont supérieurs à la médiane ou une valeur de 50 unités, le plan d'action doit permettre d'atteindre par l'adhésion aux mesures un score global de 16 points.

La grille ci-dessous détaille les différents critères à prendre en compte à minima selon le positionnement de l'exploitation aux regards de ses résultats de reliquat. Cette grille est disponible en version informatisée.

Grille de lecture			Bonus		
Niveau de RPA	< à la médiane ou 50 kgN/ha	16	16		
	Entre la médiane et 150 % de la médiane ou de 50 kgN/ha	8		8	
	> à 150 % de la médiane ou de 50 kgN/ha	0			0

A mettre en œuvre à minima		Indicateurs	Notation	Niveau 0	Niveau 1	Niveau 2	Engagement 2023	Engagement 2024	Engagement 2025	Indicateurs de contrôles de performance
Besoin Total	Rendement	Calibrage des rendements réellement à la parcelle et fonction du potentiel pédologique	1		1	1				PPF avec rendement différent/ parcelle – tableau GREN complété
	Minéralisation de l'humus (Mhs)/ système	Utilisation des valeurs de référence locales	2		2					Utilisation dans PPF des valeurs de référence
Fournitures du sol	Arrières effets des apports de PRO (Mha)	Utilisation de Sol-Aid à la parcelle	4			4				Utilisation SOL-AID => extraction
	Arrières effets cultures précédentes (Mr et Mhp)	Si le précédent présente un développement végétatif important, le poste est majoré	1							Modulation dans le CF / PPF
	Arrières effet CIPAN (MrCi)	Utilisation de l'outil « MERCI »	2			2				Données prises en compte ds CF
	Reliquat Sortie Hiver (RSH)	Utilisations des valeurs de RSH réalisées sur l'exploitation	1							
		Minimum à atteindre			3	7	0	0	0	
Pratiques de fertilisation	Apport de Pro	Au moins une campagne de pesées d'ici 2025 OU Homogénéiser les effluents liquides avant chaque chantier d'épandage	1							Factures des prestations
	Date d'apport / besoins	Respect des préconisations des bulletins de suivi / ferti N Ou Respect des dates d'apport, type 1 et 2 définis	2		2	2				Vérif PPF
	Ajustement de la dose en cours de végétation / besoin de la plante (céréales)	Réserver dose X - 50 Unités Et utilisation des OAD	2			2				PPF – factures OAD
		Deux apports de type 2 sur 80 % des surfaces en céréales	2							vérification PPF
		Minimum à atteindre			2	4	0	0	0	
Rotations	Retournement des prairies de plus de 5 ans	- de 10 % par an	2							RPG
	Rotations parcellaires sur 5 ans hors prairies	A minima – Trois cultures différentes sur 5 ans - à compter de la campagne 2021	2							RPG
		Minimum à atteindre en 2024-2025		16	16	16	0	0	0	

Annexe 5 de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes des baies de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

Principaux leviers techniques mobilisables pour répondre aux objectifs du programme d'actions de l'arrêté

1 / Leviers agronomiques

Le levier agronomie de précisions doit permettre sur une grande partie de la SAU de réduire les risques de fuite de nitrates. La mise en œuvre d'une agronomie de précision passe a minima par différentes étapes essentielles :

- **Revisiter les bases du prévisionnel de fumure :**

Tous les postes de l'équation peuvent être ré-interrogés mais sur certains il apparaît clairement plus de marge de manœuvre : le tableau ci-après fait état des marges de manœuvre et il est attendu que toutes les exploitations, qui présentent des marges de progrès dans la gestion de la fertilisation, s'engagent dans une telle démarche avec ou sans appui d'un conseil agronomique agréé.

Postes		Problématique	Impact sur risque de fuites d'azotes	Plan d'action à envisager
Besoin Total	Rendement	Variabilité interannuelle- inter parcellaire- intra parcellaire	++	Calibrage des rendements/ potentiel de la parcelle Prise en compte des rendements en fourrages en cohérence avec bilan fourrager équilibré
	Coefficient unitaire du besoin	L'absorption de l'azote/ unité peut être très différente selon les années et les variétés	+	Peu de marge de manœuvre car connaissance après coup L'information sur le coefficient peut être obtenu auprès du fournisseur de semence
Fournitures du sol	Minéralisation de l'humus (Mhs)/ système	Une valeur moyenne de référence dans le GREN alors qu'il existe une grande variabilité pédoclimatique	+++	Plusieurs possibilités : Référentiel local à construire en se basant sur les travaux historiques de la CRAB et INRAe ou utilisation de Sol-Aid pour établir des valeurs de référence à utiliser/ secteur
	Arrières effets des apports de produits résiduaux organiques (PRO) (Mha)	Des tableaux complexes à appréhender et qui font trop souvent l'objet de sur ou sous interprétation	+	Utilisation de Sol-Aid à la parcelle
	Arrières effets cultures précédente	Chiffre moyen appliqué/ référence GREN qui varie certainement selon les	+	- Si le précédent présentait un développement végétatif important, poste peut-être à majorer

	s (Mr et Mhp)	conditions pédoclimatiques.		
	Arrières effet CIPAN (MrCi)	Chiffre moyen appliqué/ référence GREN. Il existe une très grande variabilité/ développement du CIPAN. Poste parfois sous ou sur évalué	+	- Si le précédent présentait un développement végétatif important, poste peut-être à majorer - Utilisation de MERCI
	Reliquat Sortie Hiver (RSH)	Application de la grille de lecture des références RSH	+	- Ne pas sous estimer l'appartenance de la parcelle au système de référence. - Référence locale / BV - disposer de RSH sur l'exploitation

• **Ajuster les pratiques de fertilisation / calcul de la dose « X » :**

Postes	Problématique	Impact sur risque de fuites d'azotes	Plan d'action à envisager
Apport de produits résiduaux organiques (PRO)	Quantité réelle apportée – Valeur – Coeff d'efficacité N	++	- Bien déterminer le N maîtrisable et N non maîtrisable (et sur le type d'azote maîtrisable : proportion lisier/fumier en cohérence avec la conduite) - Campagne d'analyse, de pesées - Homogénéiser les effluents liquides avant chantier d'épandage
Date d'apport / besoins	Cinétique de minéralisation – Conditions pluviométrique et température		- Bulletins de suivi / ferti N - Caler les dates d'apport, type 1 et 2
Ajustement de la dose en cours de végétation / besoin de la plante (céréales)	Besoin identifié ou non/ stade végétatif		- Réserver dose X - 50 Unités - Utilisation des OAD - Bulletin de suivis / ferti N
Gestion des prairies	Cultures à multi-cycle avec variabilité interannuelle forte. Sur pâturage de certaines surfaces : Seuil UGB JPP, parcelles parking	Parcelles parking +++	- ajuster la dose en fonction des conditions climatiques, du développement végétatif - Calcul UGB JPP pour troupeau VL et autres (vigilance prise en compte pâturage des vaches tarées) - parcelles parkings

• **Assolement – rotations parcellaires – Gestion de la couverture des sols**

Postes	Problématique	Impact sur risque de fuites d'azotes	Plan d'action à envisager
Rotations maïs-maïs	Couvert peu efficace	++	Réduire rotations à risques : Pas de

	selon date de récolte du maïs et peu efficace après maïs grain		rotation maïs-maïs-maïs
Retournement des prairies	Importance de la fourniture N après retournement	++	Voir Cahier des charges spécifiques
Rotations parcellaires sur 5 ans	Couverture des sols en inter-culture	+	
Couverture des sols		++	Voir Cahier de charges spécifiques

- **ET Vérifier, contrôler, expertiser les résultats obtenus**

Postes	Analyse / expertise	Plan d'action à envisager
Rendements à la parcelle		
N maîtrisable/ N non maîtrisable		
N apporté à la parcelle		
Reliquats		
Bilan fourrager		
Chargement/ gestion des prairies / Calcul UGB JPP		
Rotations		
Gestion des couverts		

2 / Levier : couverture des sols

Liste des moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif

Situation à risque	Modalités à mettre en œuvre
Rotation maïs ensilage/maïs <i>dont prairie puis maïs/maïs</i>	- semis sous couvert ou - semis précoce du couvert de préférence pour les maïs récoltés avant fin septembre
Rotation maïs grain/maïs	Implantation d'un couvert adapté ou à défaut, cannes broyées et si possible incorporer superficiellement
Céréales suivies d'une culture de printemps	- semis précoce
Légumes de transformation puis céréales	- semis d'un couvert en inter-culture courte
Protéagineux puis céréales	- semis d'un couvert en inter-culture courte + export des pailles
Légumes de plein champ	semis d'un couvert en inter-culture courte ou Semis sous couvert (ex : drageons artichauts, choux)

Colza puis céréales	semis d'un couvert en inter-culture courte ou Développement des repousses de colza ou Implantation de trèfle blanc
Céréales / céréales	semis d'un couvert en inter-culture courte

Par semis précoce, on entend généralement un semis réalisé au plus près de la récolte **dans l'objectif d'avoir un couvert efficace c'est-à-dire très bien développé à l'automne** permettant de prélever l'azote présent dans le sol après la récolte (excédents de fertilisation, reprise de la minéralisation des sols) avant la période pluvieuse.

Le semis sous couvert réalisé dans la culture en place permet sa croissance dès la récolte et une absorption d'azote plus importante plus rapidement.

Par inter-culture courte, on entend : période entre la récolte d'une culture d'été et l'implantation d'une culture qui restera en place pendant l'hiver. Sa durée doit être de 75 jours minimum afin de permettre au couvert de jouer son rôle vis-à-vis des nitrates.

Par inter-culture longue, on entend : période entre la récolte d'une culture d'été et l'implantation d'une culture de fin d'hiver ou printemps. Ce sont la CIPAN, la dérobée ou la CIVE qui couvrent le sol pendant cette période.

3 / Levier : gestion des zones humides effectives

Les zones humides concernées :

Voir inventaire présent sur [site] ou auprès de chaque structure coordinatrice.

Les surfaces de zones humides non cultivées correspondent à l'ensemble des surfaces en herbe (toutes les prairies et cultures pérennes).

4 / Levier : gestion des prairies :

- Diagnostic des pressions actuelles
- Diagnostic des pratiques fourragères :
 - surfaces,
 - ration,
 - stockage,
 - récolte,
 - valorisation au pâturage,
 - degré d'autonomie,
 - organisation du travail
- Diagnostic bâtiment – capacité de stockage des effluents
- Points forts et points faibles du système : marges de progrès
- Choix d'un système fourrager le plus adapté
 - Impacts sur les critères précédemment étudiés
 - Impacts économiques

Annexe 6 de l'arrêté définissant le programme d'actions volontaires visant à diminuer les flux de nitrates et les risques de fuite d'azote contribuant à la prolifération des algues vertes des baies de la Lieue de Grève et du Douron en application notamment de l'article L 211-3 du code de l'environnement et du R.114-1 du code rural et la pêche maritime

Impact potentiel des mesures sur les exploitants agricoles

Gain potentiel du programme d'actions :

Il s'agit d'une estimation des gains espérés par typologie d'action en termes de :

- meilleure maîtrise de la fertilisation ;
- meilleure absorption de l'azote ;
- amélioration du pouvoir dénitrificateur / à la situation actuelle.

L'estimation est faite sur la base des éléments suivants :

Mesures	Impact possible	Surfaces potentiellement concernées	Origine
Mesures agronomiques	- 5 à -20 kg /ha	Max 50 % de la SAU hors prairie	- Amélioration prévisionnel du Mhs et Mha, - Respect grille GREN - Suivi agro
Couverture des sols	-10 à -40 kg /ha	10 % de la SAU du BV	- Interculture courte - augmentation semis précoce - Réduction rotation à risque
Espaces stratégiques – Zones humides – Bandes tampons – infrastructure talus, haies	- 20 à -100 kg / ha	Diverses situations/ BV	- dénitrification des ZH + bandes tampons) - Réduction fertilisation
Gestion des prairies	-5 à - 25 kg/ha	20 % des surfaces en herbe	- réduction des UGBJPP - adaptation niveau de fertilisation - meilleur prévisionnel

Sur cette base les gains espérés sont donc de l'ordre de 34 à plus de 140 tonnes d'azote et sont de l'ordre de 90 tonnes si nous retenons un objectif médian.

Lieue de Grève – Douron	Impact	Surfaces potentiellement concernées	Obj mini	Obj max	Moyenne en kg de N	En % du gain espéré
Mesures Agronomiques	- 5 à -20 kg/ha	3 000	15 000	60 000	37 500	42%
Couverts végétaux	-10 à -40 Kg/ha	1 000	10 000	40 000	25 000	28%
Espaces stratégiques	-20 à -100 kg/ha	200	4 000	20 000	12 000	13%
Gestion des prairies	-5 à -25 kg/ha	1 000	5 000	25 000	15 000	17%
			34 000	145 000	89 500	

Impacts sur le fonctionnement des exploitations agricoles

Les principales mesures envisagées par le programme d'actions volontaire pourront notamment avoir les impacts suivants sur les exploitants :

- contraintes relatives aux assolements, au regard des engagements relatifs à la remise en cultures pérennes dans les zones humides et à la suppression des rotations maïs * 3 ans, qui pourront être compensées par une réflexion globale sur la conduite des assolements de l'exploitation, afin de favoriser l'autonomie du système d'exploitation, notamment en termes de bilan fourrager, mais également par un accompagnement financier par le biais des dispositifs d'aide ou une compensation foncière qui pourra être mise en œuvre par les démarches foncières locales ;
- contraintes relatives à la mise en culture pérenne de bandes tampons qui pourront avoir pour conséquence la réduction de la surface agricole utile, mais qui pourront être compensée par les dispositifs financiers précités et le développement de nouvelles filières ;
- gestion des adventices qui nécessitera plus de vigilance, compte-tenu de la durée de couverture des sols augmentée, et qui ne devra pas conduire à une augmentation du recours aux produits phytosanitaires (les conseils prodigués par les structures agréées devront prendre en compte ce point) ;
- impact sur l'organisation du temps de travail, qui pourra être compensée par le recours à des chantiers collectifs ;
- nécessité, le cas échéant, de notifier au préfet les modifications de plan d'épandage qu'imposeraient les modifications des distances d'épandage par rapport aux cours d'eau et les mesures agronomiques de précision souscrites par les exploitants ;
- réflexion à conduire sur le système d'exploitation en lien avec les mesures de gestion des prairies notamment, qui pourra être accompagnée de conseil et de dispositifs financiers (investissements, dispositifs agro-environnementaux, foncier....).

En revanche, les mesures proposées n'auront pas d'impact particulier sur les propriétaires non exploitants.